

**DIRECTION GÉNÉRALE
RELATIONS COLLECTIVES DU
TRAVAIL**
Direction du Greffe



ERRATUM

Commission paritaire pour le nettoyage

**CCT n° 159508/CO/121
du 17/06/2020**

Correction du texte français :

- L'intitulé du chapitre IV doit être corrigé comme suit : « **Validité** ».

Correction du texte néerlandais :

- L'article 4 doit être corrigé comme suit : « Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op **15** maart 2020 en houdt op van kracht te zijn op 30 juni 2020. ».

Décision du 25 -08- 2020

Commission paritaire pour le nettoyage

Convention collective de travail du 17 juin 2020 relative à la lutte contre les effets négatifs du virus Covid-19 en ce qui concerne la protection du pouvoir d'achat des travailleurs de la commission paritaire 121.

CHAPITRE I. - *Champ d'application*

Article 1er - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire pour le nettoyage, petites et moyennes entreprises et autres.

Par "travailleurs" sont visés les travailleurs et travailleuses.

CHAPITRE II. - *Objectif*

Art. 2. - Cette convention collective de travail a pour objet de compenser partiellement l'effet négatif sur la prime de fin d'année 2020 du chômage pour force majeure pour la période du 15 mars 2020 au 30 juin 2020.

CHAPITRE III - *Mode de calcul de la compensation*

Art. 3. - Calcul de l'assimilation pour chômage force majeure :

Plafond mensuel ONEM

= 2.754,76 €

Plafond journalier ONEM en régime 6 jours / semaine

= 2.754,76 € / 26 jours = 105,9523 €/jour

Salaires assimilés chômage force majeure

= Salaire fictif journalier (ou 105,9523 si SFJ est >) x nombre de jours de chômage force majeure.

CHAPITRE IV - ~~Durée~~ Vacidité

Art. 4. - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 15 mars 2020 et cesse d'être en vigueur le 30 juin 2020.

CHAPITRE V – *Disposition finale*

Art. 5. - Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom de l'organisation d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et par le secrétaire.